

L'Égypte cherche son avenir

Tandis que le parti au pouvoir s'incline pour Gamal Moubarak comme successeur de son père, les voix se multiplient contre ce qu'elles considèrent une situation insoutenable.

Randa Achmawi

L'automne 2009 se révèle pour l'Égypte comme une véritable saison de remises en question. Après l'été, les égyptiens s'attendent avec impatience à un rafraîchissement de l'air mais cette année, ils sont apparemment confrontés au pire. L'air est devenu plutôt irrespirable et cela grâce au fameux nuage noir qui s'empare de toute la région du Grand Caire, dû à l'incinération de la paille de riz dans les gouvernorats du Delta. Un problème qui dure pourtant depuis 10 ans.

Et si la pollution de l'air ne suffisait pas, les égyptiens ont dû aussi traiter en 2009 le plus dégradant des phénomènes, à savoir, le mélange des eaux du drainage sanitaire à l'eau potable.

La situation fait penser que l'on frôle la calamité. Et certains pensent même que le pays est arrivé au fond du gouffre. Dans son article à *Al Shourouk* du 13 octobre, Alaa al Aswany tire la sonnette d'alarme, en rappelant à ses lecteurs : « les égyptiens sévissent dans une situation où la population est en permanence soumise à l'injustice, à la corruption, à la pauvreté, au chômage, à l'oppression et à la propagation des maladies ». En ajoutant : « la moitié des égyptiens vit au dessous du seuil de la pauvreté, neuf millions d'entre eux vivent dans des bidonvilles et sont privés d'accès à l'eau potable et de drainage sanitaire. Ils vivent tous entassés dans des habitations insalubres d'où même les animaux tiennent à s'éloigner ».

Jusqu'à quel point pourra-t-on tenir ? Quels sont les causes de cet état de laisser faire qui s'est emparé de la vie des égyptiens ? Et surtout : comment pourrait-on changer cette situation ? Voilà les principales questions que se pose aujourd'hui un bon nombre d'égyptiens à l'heure où une opportunité se profile dans l'air, à savoir, un cheminement vers le changement à travers les prochaines élections législatives de 2010 et présidentielles de 2011.

Succession et pérennisation au pouvoir

Une chose reste claire, le puissant appareil gouvernemental incarné par le PND (Parti national démocrate) du président Hosni Moubarak, qui gouverne le pays depuis 28 ans, a l'intention de se pérenniser

au pouvoir. Et cela à travers sa transmission héréditaire de la présidence au dauphin Gamal. Le dilemme reste seulement comment le faire, à un moment où l'idée même de la succession est rejetée par la majorité des égyptiens.

Malgré cela, le PND insiste. Pas d'une manière directe, mais nombreux ont été ceux, lors de la dernière convention du parti, à faire allusion en public au nom de Gamal Moubarak comme étant la figure idéale pour devenir le candidat du parti lors des prochaines élections présidentielles en 2011. Ainsi, un des hauts cadres du parti s'exprime de manière explicite lors d'une interview télévisée : « Gamal Moubarak est une figure très respectable, qui a gagné beaucoup d'expérience dans la vie politique au cours des 10 dernières années ». Selon lui, la passation du pouvoir n'est pas une nouveauté en Égypte. En fait, elle est une tradition depuis les temps de Mohammed Ali. Mais malgré l'enthousiasme de certains des membres du PND, la direction du parti hésite toujours à annoncer le nom de Gamal comme leur candidat officiel.

Pourtant un bras de fer semble s'être désormais installé entre le gouvernement en place, habitué à diriger le pays sans prendre en considération l'opinion publique et une opposition de plus en plus faible et fragilisée, mais qui essaye de se mobiliser pour confronter les convoitises de l'élite quasi féodale qui a gouverné jusqu'à présent l'Égypte, comme s'il s'agissait d'une ferme ou d'une propriété familiale.

Urgence de l'action

Cet automne a vu cependant se multiplier le nombre de voix qui se sont levées publiquement pour se manifester contre ce qui apparaît aux yeux de la majorité comme étant une situation intenable. « Comment cette élite égoïste et centrée sur elle-même imagine-t-elle que l'on peut gouverner contre son propre peuple ? », se demande un des participants du salon littéraire, tenu par Alaa al Aswany, chaque jeudi soir au siège du parti Al Karama (La dignité). « Ils se sont emparés de tout et essayent de semer la confusion dans les esprits de la population afin de la garder soumise et silencieuse » continue le jeune par-

ticipant du débat, « à travers leur manipulation des médias, encourageant le débat sur des questions totalement marginales comme le port ou non du *nikab* ou l'émission des *fatwas* religieuses absurdes, les gouvernants essayent de nous faire oublier qu'en réalité l'Etat se doit au service de son peuple en améliorant ses conditions de vie, et pas en le soumettant à la peur ou à la perte de sa dignité. En Egypte nous vivons depuis 28 ans soumis à la loi d'urgence et nous sommes ainsi toujours empêchés d'exercer nos moindres droits en tant que citoyens à part entière ».

En pensant que l'action devenait urgente, des acteurs à différentes tendances se sont mobilisés afin de faire sortir l'Egypte d'une longue période de torpeur. Et le mot d'ordre devient désormais la « renaissance » du pays. Ainsi au cours de quelques semaines, les initiatives se sont multipliées sur les pages des journaux indépendants et d'opposition avec des idées et des projets visant à aider l'Egypte à effectuer une transition vers une situation plus démocratique et acceptable aux yeux de sa population.

Des voix alternatives font appel à la transition

Le charismatique secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Mussa, est le premier à rompre le silence en faisant allusion à l'éventualité de se présenter comme candidat à la présidence de l'Egypte aux élections de 2011. Ses propos font sensation mais causent une certaine nervosité dans les rangs du gouvernement, d'autant plus que l'on connaît sa popularité, surtout auprès des jeunes et des classes populaires. Suite à ce fait, le propre Mussa décide de ne plus parler du sujet mais laisse la porte ouverte en attendant de voir l'évolution des faits. Son nom figure donc désormais sur la liste des « présidentiables ».

L'autre proposition, lancée en octobre, fut le plan du vétéran journaliste et politologue Mohammed Hassanein Heikal, lors d'une interview donnée au journal indépendant *Al Masri Al Youm*. Toujours figure de grande influence sur la scène politique, Heikal présente un projet visant à aider l'Egypte à faire sa souhaitée transition vers une situation plus juste et démocratique de manière pacifique et organisée. Il propose l'établissement de ce qu'il appelle « comité des gardiens de l'Etat et de la Constitution ». Selon lui, celui-ci devrait être un corps formé par 12 personnalités publiques égyptiennes, tel que le propre Amr Mussa ou le directeur de l'Agence internationale pour l'énergie



Gamal Moubarak lors de son intervention à la 6^e Convention du PND. Le Caire, 1^{er} novembre 2009. / AP PHOTO/AMR NABIL

atomique (AIEA), Mohammed Al Baradei, Ahmed Zoweil, le nobel de Chimie, en plus de noms comme celui du ministre de l'Industrie, Rachid Mohammed Rachid, ou des Finances, Youssef Boutros Ghali, ou de nombreux autres, non affiliés à un parti politique précis. Ce groupe devrait assumer la responsabilité de rédiger une nouvelle Constitution démocratique pour l'Egypte au cours d'une période de trois ans et enfin transmettre la direction du pays à une nouvelle génération de dirigeants. Pour donner un certain réalisme politique à sa proposition, Heikal – opposant déclaré à l'idée de la succession de Gamal Moubarak de son père – propose tout de même, que tout le processus soit supervisé par le propre président Moubarak avec l'assistance de l'armée et des services de renseignements.

Le plan de Heikal, qui a évidemment eu des échos positifs auprès de l'opposition, a été rejeté par les membres du gouvernement comme Hossam Badrawi, qui a réagi à ce projet en disant que son contenu serait utile dans une situation où les institutions seraient absentes. Ce qui n'est pas le cas de l'Egypte, où les institutions existantes restent, selon lui, toujours solides et opérantes.

Mobilisation, résistance et front

Parallèlement aux initiatives de Heikal et Mussa, un autre front visant à faire l'opposition à la transmission héréditaire du pouvoir s'est également formé et manifesté au cours des dernières semaines. Il s'agit d'une coalition qui a été baptisée en un premier temps comme

Mayohkomch (« il ne doit pas régner ») et qui s'attaque frontalement à l'idée d'une succession héréditaire.

Le nom de *Mayohkomch* avait été proposé par Ayman Nour, le principal rival de Moubarak lors des élections de 2005, condamné par la suite à cinq ans de prison pour « falsification de documents » nécessaires à l'agrément de son parti Al Ghad, formé en 2004. La coalition a reçu cependant ultérieurement un nouveau nom, « La campagne égyptienne contre la présidence héréditaire ».

Cette coalition regroupe des membres actifs au sein du mouvement d'opposition *Kefaya* (Ça suffit), des activistes affiliés aux Frères musulmans, plusieurs formations politiques dont Al Ghad (parti d'Ayman Nour), le Front démocratique (de tendance libérale), Al Karama (nassérien) et Travail (islamiste), tout comme des intellectuels indépendants comme Aswany lui-même. Les partis plus classiques tels que le Tagammou, le Néo Wafd ou le Nassérien ont cependant choisi de prendre des distances vis-à-vis de cette initiative. « Nous ne luttons pas contre Gamal à titre personnel, mais nous nous battons contre le système politique actuel en Egypte » dit Hassan Nafea, professeur de Sciences politiques à l'Université du Caire et coordinateur du nouveau mouvement. « Il n'y a aucun espoir pour un réel développement si le peuple égyptien ne peut pas choisir démocratiquement son président » ajoute-t-il.

La stratégie choisie par ce front consiste à adopter des manœuvres qui visent à rendre possible un processus électoral réellement démocratique lors des prochains scrutins. Ils misent sur des procédures et démarches concrètes, comme la décision de plusieurs partis politiques de prendre l'initiative de contacter des grandes personnalités du pays afin de les persuader de s'investir comme leurs candidats officiels. Par exemple, Al Baradei a été sollicité par un courant jeune du Néo Wafd – et ce, malgré l'opposition des cadres supérieurs du parti – et Zoweil est convoité par Al Ghad. « L'intégration de telles personnalités publiques à des partis en vue de lancer leur candidature est une manœuvre rendue obligatoire par les récents amendements constitutionnels. D'après le texte fondamental, un parti politique n'a le droit d'investir un candidat à moins que celui-ci ait passé un an comme membre de son haut comité. Etant donné les restrictions quasi insurmontables que pose le texte fondamental sur les candidats indépendants, cette manœuvre semble donc l'unique moyen pour contrer les desseins attribués au PND, au pouvoir, d'attendre le moment opportun pour propulser Gamal Moubarak au devant de la scène » explique Nafea.

Qu'en est-il des Frères ?

Mais qu'en est-t-il de la principale force d'opposition, à savoir les Frères musulmans ? Cette confrérie, qui a réussi à faire élire 88 de ses membres lors des élections de 2005, devient de plus en plus victime des manœuvres de l'Etat en recevant quotidiennement des coups de filet sous la forme d'arrestations massives de ses membres. Au point où le ministre de l'Intérieur, Habib Al

Adeli, a affirmé que les « Frères ne réitéreraient pas leurs succès de 2005 » montrant que l'Etat serait capable d'intervenir au cas où il le jugerait nécessaire.

Mais au-delà de ses constantes luttes contre les forces de sécurité, la confrérie semble elle-même traverser une crise importante. Elle s'est livrée récemment à une bataille interne, en plein public, suite à l'information sur la démission son Guide Suprême, Mohammed Mahdi Akef, ce que certains interprètent comme résultat des divergences entre les réformistes et les conservateurs. Un conflit au sein du bureau politique a révélé de profondes divisions qui semblait, pourtant le plus compact de la vie politique égyptienne. Relativement affaiblie, la confrérie des Frères musulmans n'est plus vue par de nombreux observateurs, comme étant la réelle « menace » au régime, qu'elle fut en 2005. Mais étant donné l'espace de temps qui nous sépare encore des prochaines législatives, rien ne peut assurer que la confrérie ne pourra réorganiser ses rangs et donc récupérer sa force. Elle reste sans doute toujours un des plus importants fronts d'opposition de la vie politique en Egypte. « Essayer d'écarter le courant des Frères par la force n'est sans doute pas la meilleure façon de les affaiblir, car de cette manière, ils trouveront toujours une façon d'émerger à la surface à travers la réorganisation de leurs rangs internes. La meilleure manière de traiter avec eux, serait à travers leur insertion dans le débat avec les autres forces politiques. Seulement ainsi on pourrait montrer qu'ils présentent un discours archaïque et rétrograde, inadapté aux besoins de l'Egypte moderne », affirme l'analyste Hicham Kassem pour qui, face à une telle confrontation, les Frères seraient eux-mêmes obligés de moderniser leur discours pour le rendre plus adapté au rythme de changement d'une société qui est visiblement en pleine transformation.

Pas de changement

Mais encore une fois l'ensemble d'analystes du régime reste très sceptique quand à la possibilité de voir émerger un changement réel en matière de réforme démocratique. Le scénario le plus probable est celui de la machination théâtrale d'une situation soit disant démocratique, qui vise uniquement la légitimation de la poursuite du PND au pouvoir. Effectivement, certaines voix proches du gouvernement commencent dès maintenant à encourager le processus électoral et la participation dans le scrutin des plus éminentes personnalités. Une attitude interprétée comme la mise en place d'une façade dédiée à préparer la venue de Gamal, qui, quoi qu'il arrive, assumera le pouvoir. « Le gouvernement prépare certainement la succession de Gamal et Moubarak continuera au pouvoir tant que sa santé le permettra, mais au moment crucial, quand il n'y aura plus d'alternative, le gouvernement pourra même recourir à la fraude électorale pour assurer l'élection de Gamal », conclut amèrement le politologue Ammar Ali Hassan. ■